

Index AI : PRE01/206/2011
12 April 2011

Côte d'Ivoire. Les représailles contre les partisans de Laurent Gbagbo doivent cesser

Des partisans présumés de l'ancien président de la Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo, risquent d'être victimes de violentes représailles, bien que le président Ouattara ait appelé, lundi, les Ivoiriens à « *s'abstenir de tout acte de représailles ou de violences* », indique aujourd'hui Amnesty International.

Aujourd'hui, à Abidjan, des hommes armés, dont certains portaient des uniformes, ont fait des descentes des quartiers habités par des partisans avérés ou supposés de Laurent Gbagbo, notamment à Yopougon et à Koumassi.

Un témoin a raconté à Amnesty International comment un policier, appartenant à la même ethnie que Laurent Gbagbo, avait été appréhendé, ce matin, vers 10 heures, à son domicile et abattu à bout portant sous ses yeux.

« Des dizaines de jeunes gens se cachent actuellement à Abidjan par crainte d'être tués. Dans l'ouest du pays, des personnes soupçonnées d'être des partisans de Gbagbo sont également terrifiées. Beaucoup se trouvent toujours en brousse après que leurs villages eurent été brûlés et ces populations doivent être protégées », a dit Véronique Aubert, directrice adjointe du Programme Afrique d'Amnesty International.

Amnesty International a appris que le village de Zikisso, à 300 km à l'ouest d'Abidjan, a été attaqué à plusieurs reprises et notamment dimanche dernier par des forces armées qui soutiendraient le Président Alassane Ouattara. Ces forces ont enlevé, lundi, le chef de ce village, Gnagbo Matthias, qui serait détenu dans la ville de Lakota.

Les conditions humanitaires se détériorent rapidement dans la mission catholique de Duékoué, (à 600 km à l'ouest d'Abidjan) où 27 500 personnes ont trouvé refuge après que des centaines de personnes ont été tuées en raison de leur appartenance ethnique ou de leurs convictions politiques présumées.

« Ces personnes sont prises au piège dans un lieu surpeuplé et vivent dans des conditions déplorables. Elles ont fui après les atroces atteintes aux droits humains commises par les deux parties au conflit », a dit Véronique Aubert.

« Les autorités locales disent aux personnes déplacées qu'elles peuvent retourner dans leur village, mais les gens ont peur des représailles et refusent de quitter le camp », a ajouté Véronique Aubert. « Ces personnes ont besoin d'un abri adéquat et de protection de la part de la mission des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) ».

« Seules la justice et une réelle protection peuvent mettre un terme au climat de peur qui règne en Côte d'Ivoire. Alassane Ouattara doit rétablir la loi et l'ordre en donnant des instructions strictes à toutes ses forces afin qu'elles respectent les droits humains et protègent quiconque contre ces exactions », a dit Véronique Aubert.

Amnesty International demande également à ce que Laurent Gbagbo, sa famille et ses partisans qui sont détenus à Abidjan, soient traités conformément aux procédures prévues par la loi.

« Il faut s'attaquer aux graves violations des droits humains commises par Laurent Gbagbo et ses partisans ainsi qu'aux graves atteintes aux droits humains commises par les Forces Républicaines loyales à Alassane Ouattara et les auteurs de ces actes doivent être traduits en justice », a dit Véronique Aubert.